

La tentation Macron sème la zizanie au Parti socialiste

En annonçant qu'il souhaite être candidat sous les couleurs de La République en marche, l'ancien Premier ministre Manuel Valls s'est attiré une volée de bois vert

Deux jours après l'élection d'Emmanuel Macron, le PS continue de se déchirer dans le sillage de Manuel Valls qui a annoncé, hier, briguer l'investiture En Marche ! pour les législatives.

Pendant qu'Emmanuel Macron continue à répondre aux nombreux messages de félicitations reçus du monde entier selon son entourage, le Parti socialiste s'est réuni, hier, pour définir ses stratégies, notamment en vue des élections législatives. A Solférino, siège du PS, c'était avis de tempête : avant même le début du Bureau national à 10 h 30, Manuel Valls a affirmé qu'il serait « candidat de la majorité présidentielle » en juin.

« Ce PS est mort ! »

« Comme j'invite d'ailleurs tous les députés sortants, les progressistes, ceux qui ont appelé à voter Emmanuel Macron avant le premier tour, ceux qui souhaitaient sa victoire, moi je serai candidat de la majorité présidentielle, et souhaite m'inscrire dans ce mouvement qui est le sien, la République en marche », a déclaré l'ancien Premier ministre sur RTL.

« Ce Parti socialiste est mort, il est derrière nous » et « il doit se dépasser », a insisté M. Valls en appelant à « donner une majorité large et cohérente, sans futurs frondeurs, si vous voyez ce que je veux dire, à Emma-

nuel Macron pour qu'il puisse gouverner [...] J'ai éprouvé ce que j'avais été la division, elle a été fatale à ce quinquennat », a ajouté l'ancien Premier ministre qui a annoncé qu'il serait lui-même « candidat de la majorité présidentielle » aux législatives. « Et en plus Emmanuel Macron porte quelque chose qui paraît essentiel, c'est la recomposition politique », a-t-il encore dit. « Il faut aller jusqu'au bout de cette recomposition, ceux qui restent au milieu du gué seront emportés. »

Interrogé sur l'éventualité de son exclusion du PS, il a répondu : « Le Parti socialiste va exclure un ancien



Premier ministre, qui a toujours été loyal ? [...] Enfin ! Je vois que les vieux partis veulent exclure. Aujourd'hui ce qu'il faut c'est rassembler, pas exclure. »

« La clarification a commencé »

Une analyse que ne partage pas du tout la direction du PS. « Impossible » de conserver sa carte au PS tout en revendiquant l'étiquette En Marche ! a rétorqué immédiatement le Premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis.

« La clarification a commencé », estime l'eurodéputé Guillaume Balas,

membre de l'aile gauche du PS, pour qui « Manuel Valls a décidé de lui-même de quitter le Parti socialiste ». Reste à savoir si M. Valls sera imité... (1) « Non @manuelvalls je ne te suivrai pas cette fois », a tweeté Luc Carvounas, ancien lieutenant du député de l'Essonne.

Aucun passe-droit

Du côté d'En Marche!, cette annonce a été accueillie sans effusion. Car pas question d'offrir un traitement de faveur au député d'Evry, tout ancien Premier ministre qu'il soit. Le responsable des investitures, Jean-Paul Delevoye, a insisté sur le fait que Manuel Valls devait se plier aux règles d'inscription comme n'importe quel autre candidat. Aucun passe-droit ne pourrait lui être ainsi accordé.

Le mouvement, prochainement rebaptisé La République en marche, doit dévoiler, avant demain midi, le nom des 577 candidats investis pour les législatives et une postulante avait déjà été retenue dans la circonscription de M. Valls, a prévenu, hier, Jean-Paul Delevoye.

« Si M. Valls décide de proposer [sa candidature, ndr], nous aurons à choisir si nous maintenons cette candidate ou pas », a-t-il précisé.

1. On sait que le député de l'Essonne, Malek Boutih, a déjà sollicité l'investiture du mouvement d'Emmanuel Macron. Encore faut-il, tout comme pour Manuel Valls, qu'on veuille de lui...